



TOUS CONCERNES

Balayant d'un revers tout autre scénario possible pour le Crédit Foncier, la décision prise par l'actionnaire est sans appel : **il ne veut plus de ce Crédit Foncier !**

Comment en est-on arrivé là ?

- Des décisions critiquables
- Une absence d'anticipation et de volonté de développement faisant obstacle à l'atteinte de tout bénéfice pérenne
- Un modèle « transformé » en mono produit sans bancarisation etc etc ??????

Quel gâchis !!! Tant vis-à-vis de l'extérieur (clients, prescripteurs, mandataires dont certains sont d'anciens salariés du CF) que des salariés qui, par leur engagement et leur qualité, ont mis toute leur énergie, au prix d'efforts conséquents pour réaliser d'excellentes performances.

En effet, la mise en œuvre du projet, non seulement ne fait pas la démonstration de son efficacité économique, mais aura aussi de lourdes conséquences sur l'exercice des métiers, sur les organisations et les hommes **quelle que soit la Direction d'appartenance**. Nous sommes donc tous concernés !

Pour l'heure, **une course à la démultiplication** du projet a commencé dans plusieurs Directions où, parfois, des informations plus ou moins précises sont données aux salariés (sans que les élus n'en aient eu la moindre connaissance), des propos dont on ignore sur quel fondement ils reposent leur sont assésés, et tout cela, nous dit-on, dans « *une démarche socialement responsable* » ! Jugez vous-même (au travers de ces premiers exemples) :

- **En Région Nord Est**, où il serait stupéfiant que notre ancien DG (celui-là même qui se vantait récemment dans la presse d'avoir révisé les accords sociaux au Crédit Foncier **sans un seul jour de grève !**) ne soit pas présent alors que tous les Présidents de Banque ou des Caisses ont été invités semble-t-il par la Direction du CF
- **Chez CFI** où nos collègues salariés Crédit Foncier devraient être satisfaits de garder leur métier, mais sous convention collective de l'immobilier et de travailler en intégrant une structure vouée à la faillite (perte de la moitié du chiffre d'affaires provenant du Crédit Foncier) , susceptible d'être reprise tôt ou tard à vil prix par un cabinet d'expertise peu scrupuleux
- **Pour les collègues appelés à intégrer Palatine** dont l'avenir même au sein du Groupe est incertain.....

Le rythme imposé par la Direction, au pas de charge, en plein mois de juillet, ne doit pas faire oublier qu'un calendrier social, prévu par la Loi, doit logiquement s'imposer !

Si notre rôle ne peut pas être de refaire l'histoire, il doit être de nous battre afin que :

- **collectivement** : les règles sociales et délais légaux soient respectés et que le projet soit amendé et amélioré dans toutes ses composantes
- **individuellement** le traitement de la situation de chaque salarié ne se fasse pas à marche forcée mais de manière fine, spécifique et équitable pour chacun, signe de négociations de haut niveau.

La précipitation voulue par la Direction n'augure rien de bon pour les négociations à venir qui vont s'avérer ardues, complexes et nécessitent de se montrer déterminés et mobilisés dès maintenant !



MÊME PAS HONTE !

A l'égard des salariés qui ont consacré dix, vingt, trente ou quarante années de leur vie à cette Entreprise dont l'histoire se mélange avec celle des familles et des collectivités françaises, qui ont accepté toutes les réorganisations et les sacrifices, de leur avoir volontairement dissimulé ce funeste projet en organisant un simulacre de concertation.

MÊME PAS HONTE !

D'annoncer à grand renfort de presse que les activités du Crédit Foncier sont préservées, les parts de marché conservées, mais en dispersant son savoir-faire, sans structurer les organisations et les moyens et en conséquence, de dilapider la capacité à poursuivre la production.

MÊME PAS HONTE !

De ne plus assurer le rôle porté par l'Entreprise dans l'économie par la défense et les interventions sur le logement social, la construction, la rénovation, les projets immobiliers dans tous les territoires. De remettre en cause la relation et le service aux partenaires, mandataires, collectivités.

MÊME PAS HONTE !

De laisser penser aux salariés du Crédit Foncier que le groupe a les moyens de reclasser de manière acceptable TOUT le personnel concerné dans ses structures (elles-mêmes en restructuration), alors qu'il arrive en tête de classement des grands Groupes bancaires en termes de suppression de postes à horizon 2020.

Aussi, des garanties, il nous en faudra.....

De même qu'il nous faudra l'assurance que notre Direction saura se montrer socialement responsable en commençant le long processus de mise en œuvre du projet par l'information/consultation (obligatoire 1 fois/an) sur la stratégie 2018, déclinaison logique du calendrier social, a fortiori puisqu'il s'agit de la disparition quasi-totale de l'Entreprise qui est envisagée.

Nous vous invitons le 11 juillet prochain,

(date prévisionnelle du CE Extraordinaire)

à vous mettre en GREVE

Les modalités vous seront transmises dans les prochains jours

dress code : DEUIL